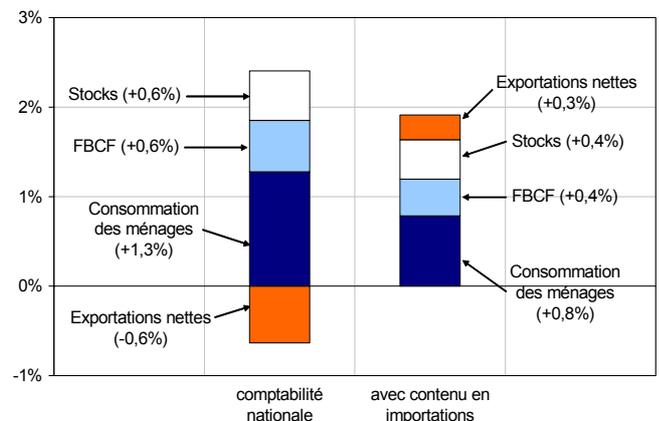


Une nouvelle lecture de la contribution du commerce extérieur à la croissance

- Il est usuel de commenter l'impact des échanges extérieurs sur l'activité économique au vu de l'indicateur traditionnel de «la contribution du commerce extérieur à la croissance». Le message délivré par ce type d'analyse souligne que depuis trois ans, de 2003 à 2005, la contribution du commerce extérieur à la croissance a été fortement négative.
- La contribution de l'extérieur à la croissance est un indicateur cependant trop frustrant pour comprendre le rôle que joue le commerce extérieur dans l'activité économique française. Usuellement, elle est calculée comme la somme des contributions des exportations et des importations. Cette démarche comptable peut s'avérer économiquement trompeuse.
- Cette étude développe une méthode qui permet de recalculer les contributions à la croissance de chaque composante de la demande pour mieux mettre en lumière le rôle joué par le commerce extérieur. Ainsi, on propose de calculer la contribution de l'extérieur comme celle des exportations défalquées de leur contenu en importations. De même, la contribution de chacune des composantes de la demande intérieure est calculée en leur défalquant leur contenu en importations respectif.
- L'image obtenue est parfois très différente de celle commentée usuellement. Notamment, au cours des années de fort dynamisme du commerce mondial, comme 2000 ou 2004, il serait logique de mettre en évidence une contribution positive et élevée du commerce extérieur à la croissance, ce que le calcul usuel des contributions en comptabilité nationale ne permet pas toujours.
- En 2004, la croissance de la demande mondiale s'est établie à +9,4% tandis que le commerce extérieur aurait pesé sur la croissance à hauteur de 0,6 point de PIB. Selon la méthode proposée ici, les exportations nettes de leur contenu en importations auraient en fait contribué pour +0,3 point à la croissance.

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et de la Politique économique et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Contributions à la croissance du PIB en 2004



Source : INSEE, calculs DGTPE

Le calcul habituel des contributions à la croissance peut s'avérer économiquement trompeur : il impute l'intégralité des importations aux exportations, sous la dénomination de «contribution de l'extérieur», mais ne les ventile pas entre les composantes de la demande qui en sont à l'origine. Nous proposons ici, dans une première partie,

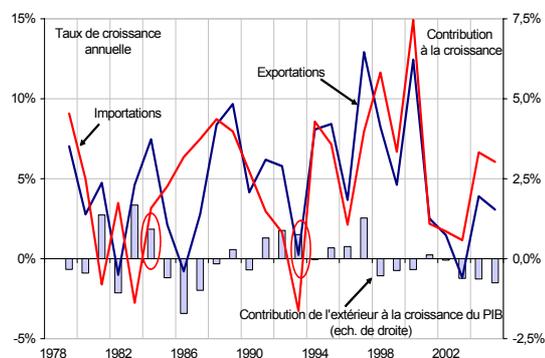
une méthode alternative et complémentaire de calcul des contributions qui permet d'imputer les importations à chaque composante de la demande ; puis nous étudions dans une seconde partie les implications qui en découlent pour la relecture de la croissance et de ses sources.

1. Pour comprendre le rôle joué par chaque composante de la demande dans le PIB, le calcul de contributions nettes du contenu en importations apporte un éclairage complémentaire

1.1 La méthode habituelle de calcul des contributions à la croissance peut se révéler économiquement trompeuse

La méthode usuelle de calcul des contributions à la croissance consiste à calculer la contribution de chacun des postes de demande ainsi que celles des importations (en négatif) puis, en général, à regrouper les contributions des exportations et des importations sous la dénomination «contribution nette du commerce extérieur». Partant d'une situation proche de l'équilibre, on dira que le commerce extérieur a pesé sur la croissance lorsque les importations ont été plus dynamiques que les exportations. Il en résulte qu'une même contribution de l'extérieur peut correspondre à des évolutions des exportations très différentes : par exemple, les contributions de l'extérieur ont été proches en 1984 et en 1993 - de 0,9 à 0,7 point de PIB respectivement - alors que les exportations ont progressé de 7,5% en 1984 contre seulement de 0,2% en 1993 (cf. graphique 1).

Graphique 1 : évolution et contribution des échanges extérieurs



Source : INSEE.

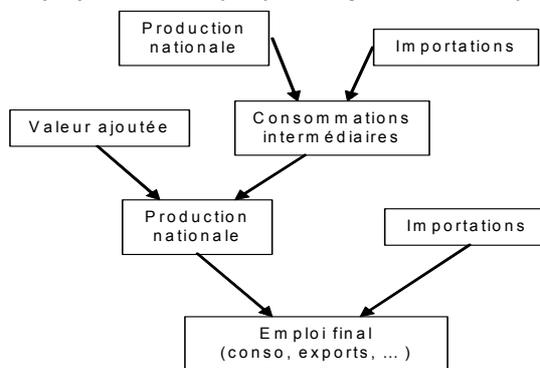
La seule observation de la contribution de l'extérieur à la croissance peut donc être économiquement trompeuse. En effet, elle ne tient pas compte du lien qui existe entre les différentes composantes de la demande et les importations. Ainsi, prenons le cas hypothétique où la consommation augmente mais où ce surcroît de consommation n'est constitué que de biens importés. Il n'y a donc pas d'impact sur l'activité. Le calcul comptable habituel des contributions conduirait pourtant à une hausse de la contribution de la consommation (et à une baisse équivalente de la contribution de l'extérieur). Pour mieux coller à la réalité économique, dans une telle situation, on souhaiterait que ce surcroît d'importations soit imputé à

la consommation, puisque c'est elle qui les a générées. On observerait alors une contribution de la consommation et des exportations à la croissance inchangées, ce qui correspondrait mieux à la réalité économique du poids de chacune des composantes de la demande dans l'évolution de la production.

1.2 Nous proposons ici de calculer ces contributions en imputant les importations à chacune des composantes de la demande qui les ont générées

Pour calculer une contribution à la croissance de la consommation nette de son contenu en importations, il faudrait, dans le calcul des contributions, soustraire à la consommation des ménages les biens consommés qui sont d'origine importée, puisqu'ils ne génèrent pas d'activité en France. Toutefois, cela reviendrait à sous-estimer nettement le contenu en importations de la consommation. En effet, du contenu importé peut être intégré à tous les niveaux du processus de production, via les consommations intermédiaires. On voudrait donc tenir compte des importations générées directement et indirectement par les postes de la demande finale (cf. graphique 2).

Graphique 2 : schéma de principe de l'intégration du contenu importé



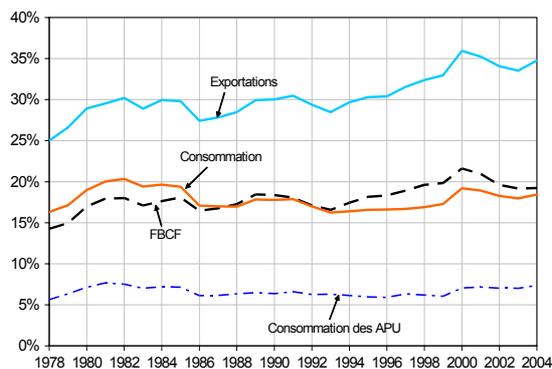
Pour calculer les contenus en importations, nous utilisons les données des tableaux entrées-sorties (TES) des comptes nationaux. Le TES décrit les opérations portant sur les biens et les services, par produit et par branche. Les produits figurent en ligne, les branches en colonne. Lu en ligne, le TES décrit l'équilibre entre les ressources et les emplois relatifs à chaque produit. Il est divisé en deux cadres principaux : un tableau décrit les ressources, pour chaque produit, en fonction de leur origine, production intérieure ou importations ; un second tableau décrit les différents emplois des produits avec, d'une part, les

consommations intermédiaires des différentes branches et, d'autre part, les emplois finals (consommation finale et FBCF par secteur institutionnel, exportations...). Nous procédons en deux étapes. Dans un premier temps, nous calculons le contenu en importations de la ressource en chacun des produits. Dans un second temps, à partir de ces résultats et de la composition par produit de chacun des emplois finals, nous déterminons leurs contenus en importations (cf. encadré 1).

On arrive ainsi à calculer, pour chacun des postes de la demande finale, son contenu en importations, ce qui permet ensuite de déterminer sa contribution à la croissance, nette de son contenu en importations. Cette analyse est conduite sur la période 1979-2004, les données nécessaires n'étant pas encore disponibles pour 2005.

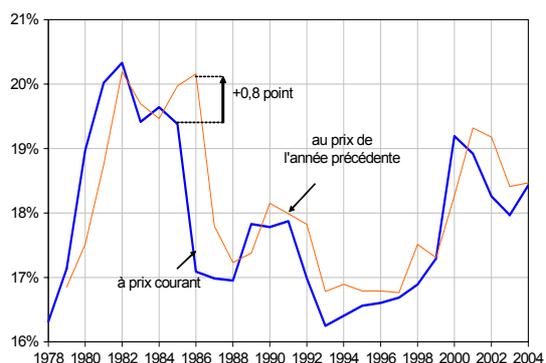
L'étude des contenus en importations à prix courants fait ressortir plusieurs faits marquants (cf. graphique 3). Tout d'abord, les exportations ont un fort contenu en importations. A l'inverse, celui de la consommation publique et de la consommation des associations est très faible. Ensuite, les contenus en importations des exportations et de l'investissement présentent une tendance à la hausse, plus particulièrement depuis 1993, alors que le contenu en importations des autres composantes de la demande, et notamment de la consommation des ménages, s'est avéré plus stable.

Graphique 3 : contenus en importations, à prix courants



Source : INSEE, calculs DGTPE.

Graphique 4 : contenu en importations de la consommation des ménages,



Source : INSEE, calculs DGTPE.

Encadré 1 : Calcul du contenu en importations des postes de la demande

Première étape : contenu en importations de la ressource, par produit

Un certain nombre de difficultés pratiques surgissent lorsque l'on veut effectivement réaliser le calcul du contenu en importations de chacun des produits :

- A partir du tableau entrées-sorties (TES) de la comptabilité nationale, il n'est pas possible de savoir, pour chaque emploi, quelle est la part importée pour un produit donné. Du côté des ressources, seules sont disponibles la production nationale, les importations et les ressources totales dans l'économie du produit considéré. Nous sommes donc amenés à formuler l'hypothèse que la part importée des différents postes de demande pour un produit donné est égale à la part des importations dans les ressources pour le produit considéré^a.
- De même, comme le TES n'indique pas l'origine (nationale ou importée) des consommations intermédiaires utilisées, nous considérerons que le contenu en importations des consommations intermédiaires est la même, à produit donné, que pour l'ensemble de la ressource.
- Ensuite, nous sommes amenés à assimiler produit et branche dans le tableau des entrées intermédiaires. En effet, ce dernier nous donne, non pas les consommations intermédiaires utilisées dans la production d'un bien, mais celles utilisées par la branche dont c'est la production principale. Or une branche peut être amenée à produire des biens hors de son activité principale et un bien peut être produit accessoirement par une branche autre que la sienne. Mais nous négligerons ces transferts.
- Enfin, on considère que la fonction de production est la même pour l'intégralité d'une branche. Ainsi, que la production du secteur soit exportée, consommée, investie ou utilisée comme consommation intermédiaire, on considère qu'elle requiert les mêmes quantités de consommations intermédiaires issues de chacun des secteurs.

Les calculs effectués sont les suivants : on notera α_i la fraction de biens importés du produit i , qui est la même (cf. ci-dessus) à produit donné, pour l'ensemble de l'économie. α_i est donc calculé comme le ratio des importations M_i du produit i sur les ressources R_i dans l'ensemble de l'économie : $\alpha_i = M_i / R_i$

De plus, les biens i fabriqués localement utilisent un certain nombre de consommations intermédiaires en produit j , en quantités β_{ij} par unité de i produite : $\beta_{ij} = CI_{ij} / P_i$, où CI_{ij} est la consommation intermédiaire en produit j nécessaire à la production du produit i et P_i la production nationale de produit i .

a. A ce stade se pose notamment la question des réexportations et de leur traitement, ce qui est déterminant pour l'hypothèse que l'on formule ici. Cette question est discutée en annexe.

On part de l'équilibre ressources emplois du produit i : $EF_i + \sum_j CI_{ij} = M_i + P_i = R_i$

Où VA_i est la valeur ajoutée incorporée dans la production du produit i et EF_i les emplois finals en produit i .

On utilise alors l'hypothèse (cf. point 2) que le contenu en importations est le même pour tous les emplois, y compris les emplois intermédiaires, soit a_k par unité de produit k . On obtient alors la relation :

$$a_i \cdot EF_i = M_i + \sum_j a_j CI_{ij} - a_i \sum_l CI_{li}$$

Les importations contenues dans les emplois finals en produits i sont donc les importations en produits i , augmentés des importations contenues dans les consommations intermédiaires nécessaires à la production du produit i et diminuées du contenu en importations des biens i utilisés comme consommations intermédiaires. D'où on tire la relation :

$$a_i \cdot R_i = M_i + \sum_j a_j CI_{ij}$$

En divisant cette relation par R_i , on obtient :

$$a_i = \frac{M_i}{R_i} + \sum_j a_j \frac{CI_{ij}}{P_i} \cdot \frac{P_i}{R_i} = \alpha_i + (1 - \alpha_i) \sum_j a_j \tilde{\beta}_{ij}$$

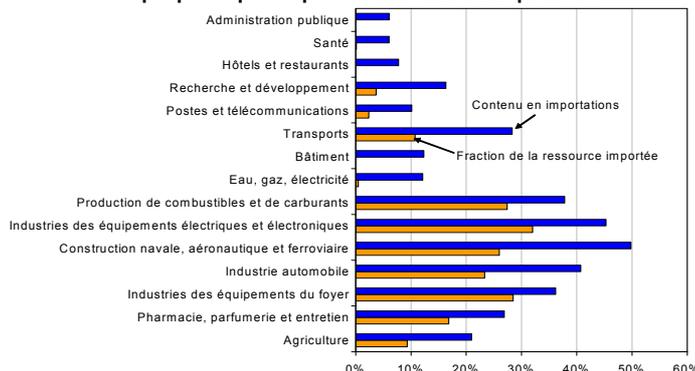
Si on définit le ratio β_{ij} entre les consommations intermédiaires en produit j nécessaires à la production du produit i et la ressource en produit i , on aboutit à la relation suivante :

$a_i = \alpha_i + \sum_j \beta_{ij} a_j$. En notant $a = \begin{pmatrix} a_1 \\ \vdots \\ a_n \end{pmatrix}$, $\alpha = \begin{pmatrix} \alpha_1 \\ \vdots \\ \alpha_n \end{pmatrix}$ et $\beta = \begin{pmatrix} \beta_{11} & \beta_{1n} \\ \vdots & \vdots \\ \beta_{n1} & \beta_{nn} \end{pmatrix}$, ces relations se réécrivent simplement sous forme matricielle : $a = \alpha + \beta a$

$$\text{Soit : } a = (I_n - \beta)^{-1} \alpha$$

Ce qui permet donc de calculer le contenu en importations de chacun des produits à partir de l'équilibre ressources - emplois. Par construction, ces contenus en importations sont supérieurs à la simple part des importations dans la ressource, puisqu'ils tiennent également compte des importations qui sont intégrées tout au long du processus de production (cf graphique A).

Graphique A : part importée et contenu en importation



Seconde étape : contenu en importations par emploi final et contributions

Nous reconstituons alors le contenu en importations de chacun des postes de la demande finale en fonction de sa structure par produit. Pour obtenir les contributions à la croissance, on effectue ces calculs pour une année donnée aux prix de l'année précédente et pour l'année précédente aux prix courants. Ensuite, on défalque à chacun des postes de la demande finale son contenu en importations et on calcule classiquement les contributions à la croissance à partir de la fiche de PIB ainsi obtenue.

Les calculs des contributions sont impactés par l'intégration du contenu en importations mais également par l'évolution de ce contenu. On compare alors le contenu en importations d'un poste de demande l'année N , aux prix de l'année $N-1$, à son contenu l'année $N-1$, toujours aux prix de $N-1$. Ces évolutions d'année en année ne sont pas sommables puisqu'elles sont calculées dans des systèmes de prix différents.

Le graphique 4 de la page précédente illustre cette difficulté : en effet, pour un poste de demande (ici la consommation), le contenu en importations peut être très différent selon que l'on se place à prix courants ou à prix de l'année précédente. La flèche représente l'évolution qui est pertinente dans le cadre du calcul de la contribution de la consommation à la croissance en 1986, i.e. celle entre 1985 et 1986 aux prix de 1985. C'est cette hausse de 0,8 point que l'on retrouve sur le graphique 3 (alors que l'on observe une baisse si l'on regarde les évolutions à prix courants et une quasi-stabilité aux prix de l'année précédente).

Afin de vérifier l'incidence des hypothèses de calcul réalisées, nous avons mené les calculs au niveau E (16 secteurs) et au niveau F (41 secteurs) de la nomenclature. En effet, ces hypothèses simplificatrices doivent avoir un impact d'autant plus important qu'elles sont réalisées à un niveau agrégé. L'impact du changement du niveau de désagrégation constitue une mesure indirecte de l'incidence de ces choix. On observe alors des modifications des résultats limitées, avec un impact sur les contributions inférieur à 0,05 point de PIB. Les résultats présentés sont ceux issus des calculs réalisés au plus détaillé, soit le niveau F.

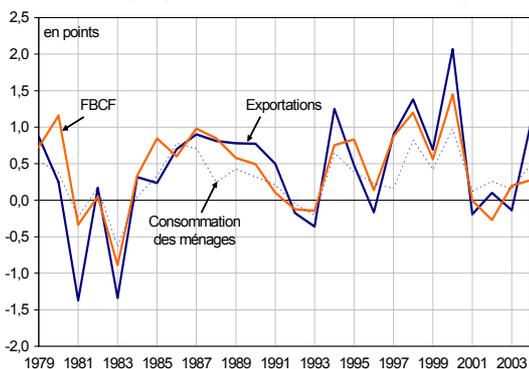
2. L'imputation à chacun des postes de la demande des importations qu'il a générées modifie substantiellement l'image de la croissance

2.1 Les contenus en importations sont très différents d'une composante de la demande à l'autre et peuvent connaître des évolutions marquées

La méthode de calcul des contributions mise en œuvre peut les modifier, par rapport à la comptabilité nationale, de deux façons :

- Les importations étant ventilées entre les divers postes de demande, **l'ampleur de la contribution des composantes de la demande intérieure (consommations et investissements) est réduite et celle des exportations nettes est accrue.**
- **Le contenu en importations peut changer d'une année sur l'autre** (cf. graphique 3). Par exemple, une hausse du contenu en importations de la consommation des ménages tendra à réduire la contribution de ce poste à la croissance. Ainsi, aux prix de l'année 1999, le contenu en importations de la consommation des ménages est passé de 17,3% en 1999 à 18,3% (+1 point, cf. graphique 5) en 2000, ce qui a réduit la contribution de la consommation des ménages à la croissance de 0,6 point.

Graphique 5 : variation du contenu en importations



Source : calculs DGTPE. Note : ces évolutions étant calculées dans des systèmes de prix différents, elles ne sont pas sommables entre elles pour déterminer l'évolution sur une période donnée. Cf. la fin de l'encadré pour plus de détails.

Le graphique 5 présente les évolutions du contenu en importations, entre une année à prix courants et l'année suivante aux prix de l'année précédente, des principales composantes de la demande. C'est cette variation qui importe dans le calcul des contributions à la croissance, puisque l'on compare les composantes du PIB d'une année aux prix de l'année précédente avec celles de l'année précédente à prix courants (par exemple, on compare l'année 2000 aux prix de 1999 à l'année 1999 aux prix de 1999). Ces évolutions peuvent par conséquent être différentes de celles que l'on pourrait déduire du graphique 3, où l'on présente les contenus en importations à prix courants.

L'évolution du contenu en importations d'un poste peut s'avérer très heurtée. Ainsi, les contenus en importations des principaux postes de la demande ont connu en 2000 leur plus forte hausse depuis 1978 puis ils ont peu progressé, voire baissé, l'année suivante. Toutefois, certaines tendances apparaissent. La période 1981-1983 est marquée par une tendance à la baisse des contenus en importations (liée sans doute à la dépréciation du franc). Puis de 1985 à 1991 on observe une hausse régulière du contenu en importations des principales composantes de la demande. Ensuite, de 1993 à 2000 apparaît une tendance prononcée à l'accélération des contenus en importations avant un ralentissement brutal en 2001.

En outre, les évolutions des contenus en importations sont très corrélées entre composantes de la demande, comme cela apparaît nettement sur le graphique 5. Toutefois, ce lien est moins fort en ce qui concerne la consommation des ménages, ce que l'on peut rapprocher de la relative stabilité du contenu en importations en valeur de la consommation alors que celui de l'investissement et des exportations présente une tendance à la hausse (cf. graphique 2).

Tableau 1 : contributions à la croissance

	Contenu en importations	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005(*)
PIB		3,2%	4,0%	1,9%	1,0%	1,1%	2,3%	1,2%
Principales contributions								
Consommation des ménages	sans	1,9%	2,0%	1,4%	1,2%	1,2%	1,3%	1,2%
	avec	1,3%	1,0%	1,1%	0,8%	0,9%	0,8%	0,7%
FBCF	sans	1,5%	1,4%	0,5%	-0,3%	0,4%	0,6%	0,7%
	avec	1,1%	0,8%	0,4%	-0,2%	0,3%	0,4%	0,4%
Stocks	sans	-0,1%	0,6%	-0,4%	-0,3%	-0,3%	0,6%	-0,1%
	avec	-0,2%	0,4%	-0,3%	-0,2%	-0,2%	0,4%	-0,1%
Exportations nettes	sans	-0,4%	-0,3%	0,1%	0,0%	-0,6%	-0,6%	-0,8%
	avec	0,7%	1,6%	0,5%	0,2%	-0,2%	0,3%	0,2%

(*) : l'année 2005 a été calculée à l'aide des informations actuellement disponibles, complétées notamment sous l'hypothèse que les consommations intermédiaires des différentes branches avaient la même structure par produits que dans le compte 2004 à prix courants. Ces chiffres sont donc très incertains.

2.2 La relecture de la croissance par le biais des contributions est sensiblement modifiée et s'avère plus intuitive

Les modifications observées sur les contributions sont substantielles (cf. tableau 1). Ces modifications sont particulièrement marquées pour les exportations nettes, la consommation des ménages et l'investissement alors que la contribution de la consommation publique n'est que peu affectée, du fait de son faible contenu en importations.

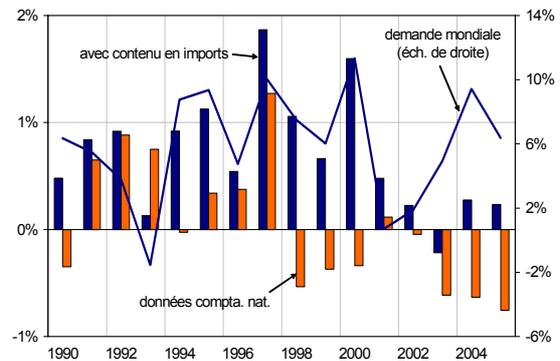
L'année 2000 est nettement touchée par ces modifications. Selon la méthode usuelle de calcul des contributions, la forte croissance observée cette année-là (+4,0%) provient pour moitié de la consommation des ménages dont la contribution augmente encore par rapport à l'année précédente. A l'opposé, le commerce extérieur aurait pesé sur la croissance, ce qui est fort peu intuitif, l'année 2000 ayant été marquée par un très fort dynamisme du commerce mondial. Le diagnostic est tout autre si l'on tient compte du contenu en importations de chacune des composantes de la demande. On observe alors que les exportations ont très nettement soutenu l'activité, pour 1,6 point, alors que la contribution de la consommation des ménages est plus limitée et en repli par rapport à l'année précédente (+1,0 point après +1,3 point en 1999). Ce résultat correspond plus à l'intuition puisqu'on observe alors que, en cette année record pour le commerce mondial, les exportations nettes ont soutenu l'activité en France.

En 2004, dernière année pour laquelle tous les calculs sont possibles, l'image du commerce extérieur change également nettement, passant d'une contribution fortement négative (-0,6 point) à une contribution légèrement positive (+0,3 point), et la contribution de la consommation des ménages est fortement revue à la baisse, de +1,3 point à +0,8 point. Les contributions de l'investissement et des stocks sont également diminuées de 0,2 points chacune.

Plus globalement, l'image donnée de la contribution des exportations nettes à la croissance est sensiblement modifiée (cf. graphique 6). Elle apparaît, avec le contenu en importations, plus en ligne avec la demande mondiale, ce qui est plus

naturel. Par exemple, en 1993 on observe, dans les données de comptabilité nationale, que la contribution de l'extérieur est nettement positive (+0,6 point). Ce résultat correspond en fait à une réalité économique où se produit simultanément une contraction en France et à l'étranger. Plus naturellement, cette contribution est nettement plus basse lorsque l'on tient compte des contenus en importations. En revanche, le message demeure que la France n'aurait pas vraiment tiré profit du fort redémarrage du commerce mondial sur la période 2003-2005.

Graphique 6 : contribution des exportations nettes à la croissance



Sources : INSEE, DGTPE.

Le tableau 2 permet de répartir les modifications des contributions dues à notre méthodologie entre impact de l'intégration du contenu en importations et effet de son évolution entre 2003 et 2004 (dernière année pour laquelle le calcul est possible). La première colonne présente les contributions telles qu'elles apparaissent dans les comptes nationaux. La deuxième colonne indique comment ces contributions auraient été modifiées en tenant compte du contenu en importations de chacune des composantes de la demande mais en figeant ces contenus à leurs niveaux de 2003 à prix courants. Ensuite, la troisième colonne montre comment ces contributions sont modifiées par les évolutions des contenus en importations entre 2003 considérée à prix courants et l'année 2004 aux prix de l'année précédente. Enfin, la quatrième colonne présente la résultante de ces effets, soit les contributions des différentes composantes de la demande à la croissance en tenant compte du contenu en importations de chacune d'entre elles.

Tableau 2 : contributions à la croissance en 2004

	comptabilité nationale	Impact de l'intégration du contenu en imports, structure de 2003	Impact de l'évolution du contenu en importations entre 2003 et 2004	En tenant compte du contenu en imports
PIB	2,3%			2,3%
Consommation des ménages	1,3%	-0,2%	-0,3%	0,8%
Consommation des APU	0,5%	0,0%	-0,1%	0,4%
Consommation des ISBLSM	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
FBCF	0,6%	-0,1%	-0,1%	0,4%
Stocks	0,6%	-0,1%	0,0%	0,4%
Exportations nettes	-0,6%	+1,2%	-0,3%	0,3%

Sources : INSEE, calculs DGTPE.

En 2004, on observe que la contribution des exportations nettes est, tout naturellement, fortement modifiée par le fait que l'on ventile les importations entre les différents postes de la demande plutôt que de les imputer intégralement au commerce extérieur. En outre, la hausse du contenu en importations de toutes les composantes de la demande, à l'exception des stocks, a des effets importants.

Au total, nous présentons une méthode qui permet, à partir des données de la comptabilité nationale, d'imputer les importations non pas globalement au commerce extérieur mais à chacune des composantes de la demande finale, à concurrence des flux d'importations qu'elles ont générées. Cela permet de calculer des contributions à la croissance qui sont plus fidèles à la réalité économique.

Notamment, les années de fort dynamisme du commerce mondial correspondent à des contributions positives du commerce, contrairement à ce qui peut parfois être observé avec la méthode usuelle de calcul des contributions. Il faut cependant, lorsque l'on interprète les résultats obtenus, garder à l'esprit que plusieurs approximations ont dû être effectuées pour mener à bien ces calculs.

Finalement, ces calculs permettent de mieux comprendre comment les importations répondent aux différentes composantes de la demande et ils devraient nous permettre de mieux expliquer et prévoir l'évolution des importations à partir de la demande finale.

Benoît HEITZ, Gilbert RINI

Annexe : Le contenu en importations directes des exportations, le problème des réexportations

Théoriquement, dans le cadre des comptes nationaux français, un produit qui est importé pour être réexporté en l'état ne génère pas d'importations puis d'exportations mais uniquement des marges de transport. Cependant, la réalité des chiffres est plus complexe : du fait de l'absence de sources statistiques pour mesurer ce phénomène, des produits qui sont considérés comme exportés par la compatibilité nationale sont en fait des réexportations.

Se pose donc la question du traitement de ces flux, qui ne sont pas mesurés, dans le cadre du calcul du contenu en importations. Ici, nous avons fait le choix de considérer que le contenu direct en importations est le même à produit donné quel que soit l'emploi qui en est ensuite fait. Il est donc égal au poids des importations dans la ressource de ce produit. La proportion de produits réexportés en l'état étant probablement inférieure à celle, par exemple, des produits importés pour être directement consommés, ce choix conduit dans notre méthode à surestimer le contenu en importations des exportations.

Le choix fait par l'INSEE^a est tout autre, puisque les auteurs considèrent que les importations n'alimentent que les emplois intérieurs et pas les exportations. Parce qu'elle néglige le phénomène des réexportations, cette démarche minore le contenu en importations des exportations et conduit à un contenu en importations de biens manufacturés des exportations à peine supérieur à celui de la demande des ménages. Ce résultat nous semble peut intuitif, les exportations étant, par définition, constituées de biens échangeables (les 2/3 sont des biens manufacturés) alors que la consommation des ménages est constituée, pour une bonne partie, de biens non échangeables qui ne peuvent pas être servis par des importations directes (les produits manufacturés ne représentent que ¼ de la demande des ménages). A l'inverse, l'hypothèse que nous faisons conduit à un contenu en importations des exportations significativement supérieur à celui de la consommation des ménages.

Pour évaluer la pertinence ou non des résultats qui découlent de l'hypothèse que nous réalisons, nous pouvons comparer les résultats obtenus à ceux produits par Statistique Canada dans le cas du Canada^b. Leur traitement des réexportations diffère à la fois du nôtre et de celui de l'INSEE et est plus précis. En effet, les réexportations sont calculées à partir des déclarations faites aux douanes et apparaissant explicitement dans leurs comptes nationaux.

Au Canada, à la fin des années 1990, le contenu en importations des exportations était d'1/3. Dans le cas français, nous obtenons 33% environ, soit un résultat très proche, alors que l'INSEE calculait un contenu en importations de biens manufacturés d'environ 15%. Pour autant les résultats français et canadiens ne peuvent pas être comparés directement, la part des importations dans le PIB canadien étant près de 40% alors qu'il n'est que de 25% en France. On s'attendrait donc à ce que le contenu en imports des exports soit inférieur en France. En plus du biais haussier induit par notre traitement des réexportations, ce contenu en importations des exportations comparable en dépit d'un ratio entre importations et PIB plus faible pourrait aussi tenir à des différences de composition sectorielle. Si l'on compare, pour le Canada et la France le contenu en importations des exportations par secteur, on observe une certaine cohérence dans la hiérarchie des secteurs et dans les ordres de grandeur obtenus, y compris lorsque l'on compare la France de 1999 au Canada de 1989 pour avoir des ratios d'importations rapportées au PIB comparables (24% pour la France et 26% pour le Canada).

- a. Cf. E. Berger et V. Passeron, «Les importations françaises : le rôle de la demande des entreprises et des exportations», note de conjoncture, juin 2002.
- b. Cf. P. Cross, «Implications cycliques de la hausse du contenu importé des exportations», l'Observatoire Economique Canadien, décembre 2002, Statistiques du Canada.

Éditeur :

Ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie
Direction Générale du Trésor
et de la Politique économique
139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Philippe Bouyoux

Rédacteur en chef :

Philippe Gudin de Vallerin
(01 44 87 18 51)
tresor-eco@dgtpe.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos
ISSN en cours

Derniers numéros parus

Novembre 2006

n°5 . L'effet de l'émergence de la Chine sur la France est-il aussi fort que l'on pense ?
Benjamin Delozier

n°4 . Recensement des implantations d'entreprises françaises à l'étranger.
Nila Ceci

n°3 . Les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs.
Claire Borsenberger, Nicolas Doisy

n°2 . Révisions de la croissance potentielle de l'économie française à moyen-long terme.
Maylis Coupet

Octobre 2006

n°1 . La situation économique mondiale à l'automne 2006.
William Roos, Diana Hochraich